

Obligation de résultats

Le 31 mars, le Président de la République a décidé et annoncé un renforcement des mesures sanitaires pendant quatre semaines, notamment la fermeture des lieux d'enseignements et des commerces « non essentiels » sur l'ensemble du territoire. À quelques jours du week-end de Pâques, ces décisions sont difficiles à vivre pour tous les Français. Mais elles sont surtout lourdes de conséquences, et ne seront supportées que si elles constituent bien l'ultime effort qui leur est exigé dans cette longue lutte contre le virus.

Face à la dégradation de la situation sanitaire, ces mesures étaient certainement nécessaires pour freiner la circulation de la Covid-19 et de ses différents variants. Il faut bien nous rendre à l'évidence : nous étions en train de perdre la course de vitesse engagée contre le virus. Deux facteurs sont en cause : d'une part, la diffusion des variants, à la fois plus contagieux et plus dangereux, a accéléré la propagation du virus ; d'autre part, les retards accumulés sur la campagne vaccinale n'ont pas permis de protéger nos concitoyens face au virus. Notre système de santé s'est à nouveau trouvé au bord de la saturation.

S'agit-il d'un troisième confinement, comme le dit l'opposition, ou bien d'un renforcement des mesures de freinage, comme l'a annoncé le Président de la République ? À la vérité, cela n'a guère d'importance. Mais la réalité s'impose : nous devons faire face à une troisième vague. Alors que le pays se retrouve à nouveau au bord de l'effondrement, la seule voie de sortie possible réside dans le déploiement massif de la vaccination. Le Gouvernement a enfin fixé une trajectoire claire : 10 millions de Français vaccinés d'ici mi-avril ; 20 millions d'ici mi-mai ; 30 millions d'ici mi-juin.

C'est à cette aune que sa stratégie de lutte contre le virus sera jugée. En prenant ces mesures sanitaires très difficiles pour les Français, le Gouvernement prend un engagement fort avec obligation de résultats. Cependant, le succès de la campagne vaccinale dépendra largement des élus locaux, qui seront à la manœuvre, sur le terrain, pour assurer le déploiement opérationnel de cette stratégie. Le Gouvernement devra donc, plus que jamais, se montrer à l'écoute des Maires et des territoires. Je me ferai leur porte-voix au Sénat.